

# LE COURRIER

19 juillet 2021

## Humanitaires agacés

Département Fédéral des Affaires étrangères (DFAE)

Le conseiller fédéral Ignazio Cassis et sa nouvelle responsable de la Direction du développement et de la coopération (DDC) mènent une réorganisation d'envergure. De nombreux collaborateurs sont contrariés.



Le 13 décembre 2019, le conseiller fédéral Ignazio Cassis présentait sa nouvelle directrice de la DDC, Patricia Danzi. KEYSTONE-ARCHIVES

### [Affaires étrangères](#)

Au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), l'ambiance semble tendue. En début d'année, plusieurs diplomates avaient exprimé leur déception face aux décisions du conseiller fédéral Ignazio Cassis. D'ordinaire plus discrets, leurs collègues de la Direction du développement et de la coopération (DDC) manifestent eux aussi leurs doutes depuis quelques semaines. En cause: la réorganisation d'envergure, qui n'avait jamais été rendue publique, ni communiquée en dehors de l'agence et de ses partenaires jusqu'à une séance de la délégation parlementaire des finances, au début de ce mois.

Parmi les spécialistes de la coopération contactés, certains comprennent la nécessité de cette réorganisation, alors que beaucoup sont inquiets, et quelques-uns même très fâchés. Habituels à une grande indépendance, ils regrettent une perte d'autonomie, notamment au profit du secrétariat général du département, et ils se sentent dans le viseur.

### **Multiples craintes**

Après les réformes décidées en 2008 par la Commission de gestion d'un parlement majoritairement de droite, beaucoup pensent que cette réorganisation engendrera de nouvelles réductions des moyens humains et financiers.

Un collaborateur redoute un remaniement idéologique, orienté au bénéfice de profils de droite. Un autre estime que l'agence favorisera l'aide humanitaire d'urgence au détriment du développement durable. Pour un cadre, «Ignazio Cassis affaiblit la DDC pour mieux la soumettre aux intérêts politiques».

Dans les documents internes, la réorganisation s'intitule «SDC 2030 – Fit for purpose», parce qu'elle vise à adapter l'agence aux objectifs de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

En octobre dernier, la direction a lancé une consultation interne de ses 1300 collaborateurs, dont près de 360 travaillent en Suisse. En mars, elle avait récolté 600 réponses compilées sur 200 pages, qui proposent de mieux utiliser les collaborations, les expertises et les ressources humaines, ainsi que de redéfinir ce qui dépend de la centrale ou du terrain, et de mieux communiquer. Désormais, ces principes ont été soumis à des groupes de travail chargés d'élaborer des propositions concrètes.

### **Employés à l'étranger**

Pendant ce temps, les habituelles rotations de quatre ans des spécialistes du développement et de la coopération ont été retardées, alors que celles de leurs collègues des services diplomatiques ou consulaires se poursuivaient. Au final, les transferts interviendront au plus tard à l'été 2022. Par ailleurs, dans le cadre d'un rééquilibrage de ses ressources, le DFAE a décidé d'envoyer 35 employés supplémentaires à l'étranger. Trente d'entre eux seront directement prélevés à la centrale de la DDC, au profit des affaires consulaires et politiques. «L'idée de base, c'est d'utiliser les rotations pour nous réorganiser intelligemment», éclaire Patricia Danzi, la nouvelle directrice de la DDC. «A moyen terme, il y aura moins de gens à la centrale, mais plus sur le terrain.»

L'an passé, un changement de paradigme de la DDC avait déjà suscité de nombreuses réactions chez les spécialistes. Le Conseil fédéral avait défini les trois critères qui ont permis de sélectionner les 35 pays qui bénéficieront de la coopération suisse. Ils sont surtout situés en Afrique.

Avec celui des besoins des populations locales, le ministre des Affaires étrangères avait insisté sur le critère des intérêts de la Suisse. Face aux caméras, il avait expliqué sa démarche par une volonté de transparence et s'était défendu de souhaiter révolutionner le secteur: «Je n'ai jamais voulu changer la philosophie de la coopération internationale.»

### «Plus agiles»

Face aux critiques et aux craintes de ses collaborateurs, Patricia Danzi veut «éteindre la mèche». «J'entends leurs préoccupations, mais je suis convaincue que ce que nous faisons est juste, et que nous sortirons renforcés de cette réorganisation, estime-t-elle. Nous serons plus agiles et plus efficaces. Nous avons pris le temps d'analyser la situation avec nos équipes, et nous ne souhaitons pas agiter les particules inutilement, parce qu'il y a des choses qui plairont et d'autres moins, comme dans toutes les réorganisations.»

Et d'assumer cette dernière et ses effets collatéraux: «Quand j'ai été engagée, nous parlions déjà de la réorganisation qui nous permettra de devenir l'agence que nous souhaitons être pour affronter les défis du futur.»

«J'entends les craintes, mais je suis sûre que nous sortirons renforcés de cette réforme» Patricia Danzi

L'année passée, l'ancienne athlète olympique a quitté la direction de la région Afrique au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour celle de la DDC, organisation chargée de l'aide humanitaire et de la coopération au développement, et qui est incorporée au Département fédéral des affaires étrangères piloté par le libéral-radical Ignazio Cassis.

400 millions de plus

De retour dans les bureaux de la DDC après des voyages en Afghanistan, au Soudan et en Ukraine, Patricia Danzi estime que la DDC n'est pas soumise aux intérêts politiques et que le chef du département ne lui a rien imposé: «Nos interventions sont définies par notre mandat et M. Cassis a choisi de mettre en œuvre des réorganisations qui avaient déjà été décidées avant son arrivée, mais qui n'avaient pas été menées à leur terme. Il nous a soutenus parce qu'il a bien vu qu'il était possible de mieux faire avec nos compétences.»

Ces derniers mois, le parlement a même octroyé un crédit additionnel de 400 millions de francs à la DDC pour répondre à la crise sanitaire du Covid-19. Pour la même raison, 300 autres millions suivront. LA LIBERTE

Une réforme jugée opaque

Le remaniement au sein de la Direction du développement et de la coopération divise la commission de politique extérieure du Conseil national. Pourquoi la réforme est-elle si discrète pour un organisme qui défend la transparence?

Parfois considérée comme une agence de gauche dans un département de droite, la coopération internationale fait régulièrement l'objet de combats idéologiques au parlement. La commission de politique extérieure du National se divise, elle aussi, entre la gauche et la droite au sujet des réformes en cours. Le libéral-radical vaudois Laurent Wehrli rappelle que le parcours de Patricia Danzi, la nouvelle directrice de la Direction du développement et de la coopération (DDC), «ne peut pas être taxé d'anti-humanitaire», et salue une réorganisation qui «va pleinement dans le sens des décisions du Conseil fédéral et du parlement».

Le vert genevois Nicolas Walder est plus critique. «Inquiet de l'ampleur et de l'opacité de cette réorganisation», il juge qu'il lui «est demandé de faire aveuglément confiance au chef du département». Selon lui, «pour le conseiller fédéral Ignazio Cassis, la diplomatie et la DDC doivent être au service des intérêts économiques de la Suisse et de la gestion des migrations». Il insiste: «Je considère que c'est non seulement moralement très «questionnable» mais aussi contre-productif à long terme, parce qu'il est aussi dans l'intérêt de la Suisse et de ses exportations que les pays les plus pauvres se développent.» En évoquant une «réforme éminemment politique, qui mettra les collaborateurs sous pression», il interroge: «Si elle se présente comme positive et constructive, pourquoi la mener de manière aussi secrète au lieu de la mettre en place de manière transparente vis-à-vis du parlement?»

Pour Laurent Wehrli, «cette réaction semble relever des tentatives régulières de dénigrement du conseiller fédéral Ignazio Cassis lancées par divers parlementaires de gauche». Le libéral-radical affirme que ses collègues verts et socialistes reprochent au ministre des Affaires étrangères de mettre en œuvre une politique de renforcement du personnel sur le terrain qu'ils ont eux-mêmes réclamée: «Je regrette vivement cette instrumentalisation de l'aide au développement et à la coopération pour des visées de politique politicienne interne à la Suisse.» XL